

LE COMMERCE REGIONAL OUEST-AFRICAIN A L'EPREUVE DES TIC

Ismâïla DOSSO

Université Peleforo Gon COULIBALY (UPGC)

ismodosso@gmail.com

Résumé :

Le commerce régional ouest-africain évolue dans un contexte de démocratisation des TIC et leur intégration dans les pratiques marchandes. De ce fait, quel est le rôle des TIC dans l'émergence des échanges transfrontaliers en Afrique de l'ouest ? Cette étude vise à montrer le rôle des TIC dans l'organisation du commerce régional. Notre méthode est inductive. Les données sont issues de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain. Les résultats obtenus montrent que la sous-région est animée par un important commerce régional dont l'organisation est fondée sur une structuration ambivalente laissant coexister commerce transfrontalier légal et contrebande. Du fait de leur utilisation inconditionnelle par les acteurs du commerce, les TIC sont devenues à la fois effecteurs et outils de régulation du commerce régional. Aussi, réduire la fracture numérique intracommunautaire devient une préoccupation légitime pour les pays de l'Afrique de l'ouest.

Mots clés : *Afrique de l'ouest, commerce régional, contrebande, TIC, douane numérique*

Abstract:

West African regional trade is evolving in a context of democratization of ICT and their integration into commercial practices. Therefore, what is the role of ICT in the emergence of cross-border exchanges in West Africa? This study aims to show the role of ICT in the organization of regional trade. Our method is inductive. The data comes from documentary research and field surveys. The results obtained show that the sub-region is driven by significant regional trade whose organization is based on an ambivalent structure allowing legal cross-border trade and smuggling to coexist. Due to their unconditional use by trade actors, ICTs have become both effectors and tools for regulating regional trade. Also, reducing the intra-community digital divide is becoming a legitimate concern for West African countries.

Mots clés: *West Africa, regional trade, contraband, ICT, digital customs*

Introduction

Le commerce régional peut être défini comme un échange commercial entre des partenaires situés dans des pays voisins. Dans un tel échange transfrontalier, la marchandise doit traverser la frontière du pays de production pour rejoindre le pays de destination (Dosso, 2021 : 11). Le commerce régional est une activité ancestrale en Afrique de l'ouest (J. Dévisse, 1997 : 397). En effet, entre le VIIe et le XIe siècle, le trafic entre les différentes régions du continent connut une impulsion vigoureuse.

Cette période fut marquée par un essor remarquable des relations entre les différentes régions d'Afrique (A. Bathily, 1997 : 781). La naissance des États contemporains a fait apparaître des frontières juridiques qui ont inscrit le commerce frontalier dans un autre contexte (D. Nassa, 2005 : 18). Cette situation va susciter le développement de nouvelles voies commerciales telles que les axes d'échanges reliant désormais les grandes villes ouest-africains héritées de la colonisation. À l'orée du XXI^e siècle, ces échanges évoluent dans un contexte de démocratisation des TIC et leur intégration dans les pratiques marchandes. Quel est le rôle des TIC dans l'émergence des échanges régionaux en Afrique de l'ouest ? Cette étude vise à montrer l'impact socioéconomique et spatial de l'utilisation marchande des TIC dans les échanges sous-régionaux. La zone d'étude couvre l'ensemble des pays qui forment le bloc de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (voir figure 1).

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude



1. Données et méthodes

La méthodologie de cette recherche adopte une démarche empirique fondée sur l'observation et la déduction. Elle est une synthèse de nos recherches entre 2012 et 2023 sur le rôle des TIC dans l'organisation du commerce régional. Les données utilisées sont issues de la recherche documentaire et d'enquêtes de terrain. La collecte des données secondaires porte sur l'analyse des rapports périodiques des autorités de régulation des télécommunications dans l'espace CEDEAO. Également, ont été consultés les portails web des douanes de la sous-région et les sites internet des Systèmes d'Information des Marché (SIM) opérant en Côte d'Ivoire, au Burkina-Faso et au Mali et le site web de Jumia, un important opérateur de e-commerce dans la sous-région. Cette étape a permis la collecte des informations sur le niveau de pénétration des TIC dans la sous-région, la typologie des échanges transfrontaliers, les volumes et la nature des marchandises échangées. La recherche des données primaire s'est déroulée entre 2017 et 2023. Elle porte sur la visite des places de marché dont les marchés centraux de Korhogo, de Bobo-Dioulasso, de Sikasso, de Makalo (Accra) et d'Adjamé forum (Abidjan) communément appelé « petit Lomé ». Également, des observations ont été réalisées aux postes frontières d'Ouangolodougou (frontière Côte d'Ivoire – Burkina-Faso), de Pôgô (frontière Côte d'Ivoire – Mali) et ceux de Noé et Elibu (frontière Côte d'Ivoire – Ghana). Ces enquêtes visaient à collecter des informations sur les usages marchands des TIC dont l'Internet et la téléphonie mobile. Ensuite, des recherches spécifiques ont été menées dans la ville de Korhogo. Le choix de cette ville est justifié par le fait qu'elle est une place importante du commerce régional entre la Côte d'Ivoire et ses voisins sahéliens. Les observations ont été réalisées dans les points marchands liés à l'économie numérique dont les dépôts d'argent mobile et les points relais des entreprises d'e-commerce opérant à Korhogo. La visite de ces unités d'observation a permis d'effectuer des entretiens semi-directifs avec 6 commerçants grossistes. Ont également été consultés 8 commerçants détaillants de téléphones mobiles, 50 tenanciers de dépôt d'argent mobile et 3 gérants de points relais d'e-commerce. Ces entretiens portaient sur la nature des informations commerciales qu'ils manipulent et le détail des opérations commerciales qu'ils effectuent à l'aide des TIC mobiles. Elles ont permis d'observer le niveau d'adoption des TIC dans ces secteurs d'activité. Également, des

échanges ont été tenus avec 3 chauffeurs de camion de marchandises, 3 coxeurs et 2 commerçants informels communément appelés attakabori dans le jargon local. Ces échanges ont permis d'observer leur rôle dans la gouvernance des territoires commerciaux, la nature des flux immatériels associés à leurs activités et comment la téléphonie mobile et Internet sont utilisés à cet effet. A également été consulté le Directeur de l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV) afin de comprendre le rôle de ce Système d'Information des Marchés (SIM) dans la diffusion des informations commerciales. Les visites des places de marché visaient également à comprendre le rôle des TIC dans le fonctionnement de ces institutions de marché. Ainsi, l'enquête de terrain a permis d'observer les usages marchands des TIC et comment ces pratiques participent-t-elles à la dynamique spatiale. L'échantillon de la population enquêtée a été obtenu par la méthode du choix raisonné. C'est-à-dire, nous avons interrogé systématiquement les commerçants qui ont bien voulu se prêter à nos interrogatoires. Cette méthode d'échantillonnage a été choisie à cause de la réticence de ces acteurs à diffuser des informations sur leur activité. L'état des indicateurs de performance de l'internet dans la sous-région a été évalué à partir du modèle de Larry Press. Cette évaluation concerne le cas de trois pays à savoir la Côte d'Ivoire, le Burkina-Faso et le Mali. Le modèle de Larry Press est un cadre d'analyse pour évaluer la diffusion globale de l'Internet dans un pays donné (A. F. Loukou, 2005 : 134-139). Ce modèle repose sur six dimensions : déploiement (D), distribution géographique (DG), adoption sectorielle (AS), infrastructure de connectivité (IC), infrastructure organisationnelle (IO), degré d'appropriation (DA). À chacune de ces dimensions est attribuée une gamme de cinq valeurs ordinales allant de 0 (nul ou inexistant) à 4 (fortement développé). Chaque dimension décrit un aspect de l'état de l'Internet dans un pays et leur ensemble en constitue l'image globale. Les valeurs assignées à chaque dimension sont discrètes et classées de façon ordinale. Le modèle de Larry Press permet d'établir une appréciation chiffrée de la diffusion de l'Internet à partir d'observations qualitatives. Ensuite, ces données sont représentées à partir du diagramme de Kiviati afin de simplifier leur interprétation. Le traitement des données cartographiques a eu recours au logiciel QGIS. La réalisation des tableaux a eu recours aux logiciels Excel et Sphinx. En outre, nos enquêtes de terrains ont été ponctuées par des prises de vues dans les différents marchés visités.

2. Résultats et analyses

2.1 La sous-région ouest-africaine, une zone de commerce régional

La fréquence des camions des marchandises et véhicules de transport de passagers aux postes frontières est un indicateur du volume des échanges régionaux. Par exemple, selon la douane ivoirienne, le poste-frontière d'Ouangolodougou (frontière Côte d'Ivoire – Burkina-Faso) a enregistré en avril 2019, le passage de 1786 camions de marchandises dont 826 en import et 960 en export. Également, selon l'Observatoire des Marchés Agricoles du Mali (OMA), le pays a importé de la ville de Bobo-Dioulasso 11242,15 tonnes de produits agricoles durant l'année 2017. De ce fait, la sous-région est animée par un important commerce régional.

2.1.1 Profils des acteurs du commerce régional : acteurs officiels VS acteurs informels

Bien qu'interdépendants dans la conduite de leurs activités, les acteurs du commerce régional ont des profils divers. L'observation des circuits d'acheminements des marchandises transfrontalières montre deux catégories d'acteurs qui participent à l'organisation des échanges : les acteurs publics et les acteurs privés. La première catégorie regroupe l'ensemble des agents étatiques et parapublics chargés de la surveillance et de la régularisation des échanges. Les principaux acteurs étatiques recensés sont les douanes, les directions régionales du ministère du commerce, les Systèmes d'Information des Marchés (SIM), les agents phytosanitaires et les force de défense et de sécurité. Quant à la deuxième catégorie, elle désigne l'ensemble des personnes qui travaillent pour leur propre compte dont les principaux sont les commerçants, les transporteurs, les changeurs de monnaies et les passeurs. Cette catégorie est caractérisée par la domination hiérarchique des commerçants grossistes qui sont les principaux effecteurs du commerce régional. Ces derniers se distinguent par les volumes importants qu'ils échangent et leur rayon d'action international. Ce sont eux qui organisent les échanges des marchandises provenant du marché mondial. Autour d'eux, gravitent les petits commerçants et commerçantes de vivriers qui font le transit des produits du cru vers les marchés frontaliers. En dehors de quelques commerçants grossistes (environ 30% des grossistes interrogés) et des transporteurs qui disposent d'existences fiscales légales, la quasi-totalité

des acteurs privés rencontrés exercent dans l’informel. Les agents publics sont les principaux acteurs de la lutte contre la contrebande tandis que les animateurs de cette activité illicite sont des agents privés. Ainsi, la gouvernance des échanges transfrontaliers est un jeu qui met aux prises acteurs publics et acteurs informels.

2.1.2 Typologies des marchandises et diversité des échanges

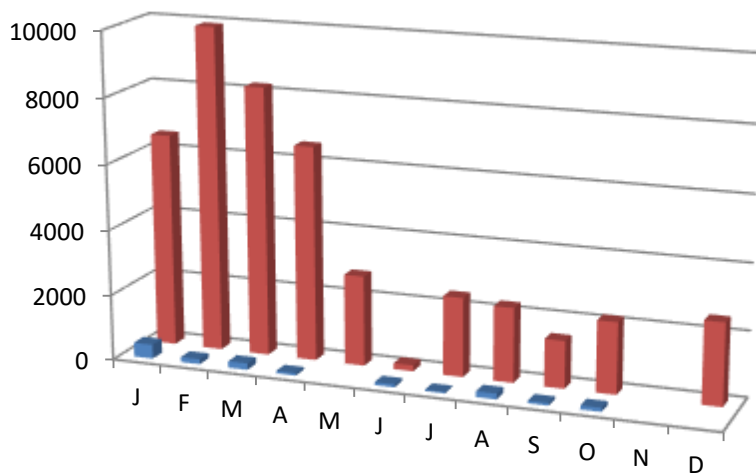
Les services des douanes et les SIM sont les principaux acteurs qui tracent les échanges transfrontaliers. Le tableau 2 et les figures 2 et 3 ci-dessous donnent un aperçu de la nature des échanges intracommunautaires entre la Côte d’Ivoire, le Mali et le Burkina-Faso :

Tableau 1: Liste des principales marchandises échangées par le poste frontière d’Ouangolodougou en Avril 2019 (frontière nord de la Côte d’Ivoire)

IMPORT		EXPORT	
Nature de la marchandise	Nombre de camions	Nature de la marchandise	Nombre de camions
Produits alimentaires	714	Produits alimentaires	-
Pièces détachées et pneumatiques	64	Produits semi finis pour les industries	-
Matériels électriques et piles	1	Matériels de construction	-
Motocycles 2 roues	36	Lessives	-
Motocycles tricycles	19	Produits phytosanitaires	-
Produits pour les industries	46	Pièces détachés et pneumatiques	-
Matériels de construction	3	Machinerie	-
Divers	77	Divers	-
Total import	960	Total export	826
Total des camions transitant : 1786			

Source : Direction régionale de la Douane Korbogo, Avril 2019

Figure 2 : flux des produits transitant entre Bobo-Dioulasso et Sikasso en 2017

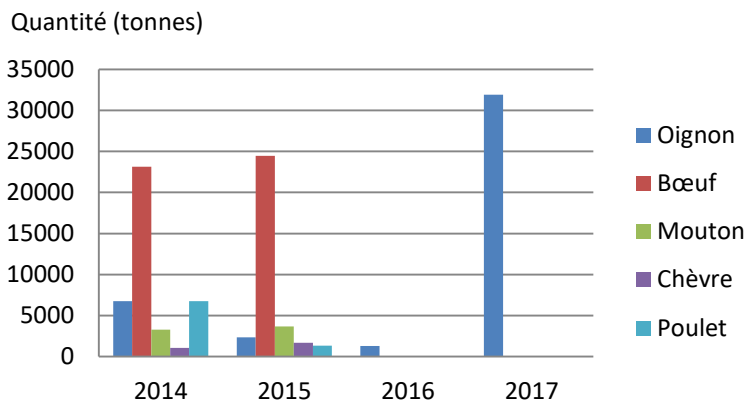


■ Produits étrangers transitant par le Mali pour Bobo-Dioulasso

■ Productions de Bobo-Dioulasso transitant par le Mali pour autres destinations

Source : OMA, 2017

Figure 3 : Principaux produits vivriers entrant à Korhogo en provenance du Burkina Faso et du Mali entre 2014 et 2017



Source : réalisé à partir des données de OCPV 2018

L'on observe deux principaux types de marchandises qui traversent les frontières : les marchandises agricoles et les marchandises manufacturées. Les premières sont principalement des produits vivriers du terroir que les pays de la sous-région échangent durant les périodes de soudure. Le dynamisme de ce type d'échange repose principalement sur le rendement de l'élevage et de l'agriculture locale. Quant aux marchandises manufacturées, elles comportent deux catégories : les marchandises fabriquées par l'industrie locale et les marchandises issues du marché mondial. Pour cette dernière catégorie, les ports ouverts sur l'océan atlantique sont leurs portes d'entrées. À côté de ces échanges formels, coexiste un important commerce de contrebande. Par exemple, la douane sénégalaise affirme que « *Les opérations « Bouclage » des réseaux et couloirs de trafics illicites lancées sur l'étendue du territoire douanier durant le mois de juillet 2023 ont permis aux unités douanières de mettre la main sur des médicaments contrefaits d'une contrevaleur de 382 millions de francs CFA.* » (Douanes du Sénégal, 2023). Également, la lutte contre la contrebande avait conduit la Direction Régionale du Commerce de la Région du Poro (nord de la Côte d'Ivoire) à effectuer une campagne de saisie au marché central de Korhogo. Le tableau ci-dessous énumère le volume des dites saisies (voir tableau 3).

Tableau 2 : Liste de produits de contrebandes incinérés en 2013 à Korhogo

Produits	Quantité	Produits	Quantité
Insecticides RAMBO	455	Ya tonic 33 cl	351
Allumette CHAYA	10 000	Sucre made in brésil	60
Cigarette SIR	153	Mayonnaise RAMA	15
Lait stelle, okii, nova, ginny	422	Biscuit LOVIN	329
Pile sunwatt	825	Ciment sans dénomination	60
Huile alimentaire 25 litres	55	L'eau en Sachet BARADJI	30
Stylo BIC export burkina	5000	Bouillons	1500
American cola 33 cl	254	-	-

Source : réalisé à partir des données de la direction régionale du commerce Korhogo, 2013

La contrebande porte essentiellement sur les produits manufacturés d'origine asiatique tel que les médicaments non homologués, les piles alcalines, les cartouches de calibre 12 et les produits alimentaires dont le sucre, les friandises et les boissons alcoolisées et non alcoolisées. Les produits de contrebande sont principalement des biens de grande consommation ou de consommation courante tel qu'énuméré par les saisies des autorités. Cependant, ces données ne permettent pas d'évaluer le volume des échanges informels car la contrebande est une activité difficile à cerner. Le fait est que la majorité des transactions illicites échappent au contrôle des autorités. C'est dans ce contexte que les TIC émergent dans les processus de transaction et de dédouanement.

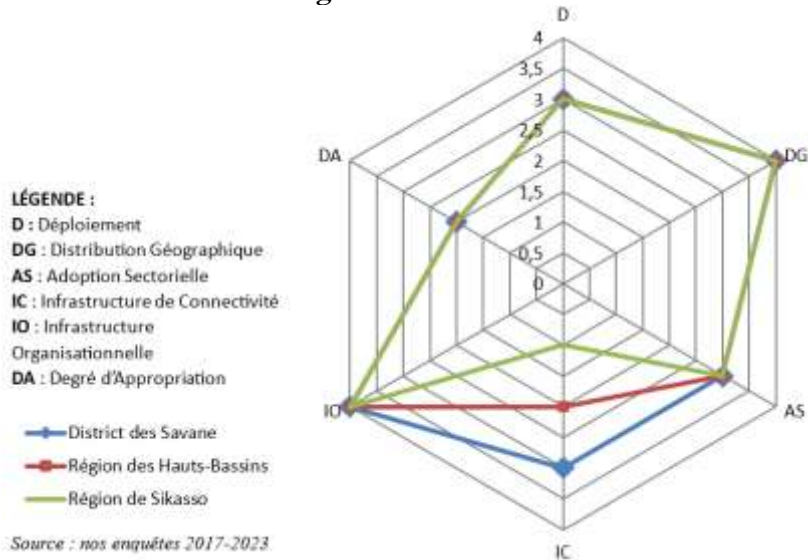
2.2 Intégration des TIC dans les pratiques marchandes et dynamique des échanges

2.1.2. L'état des lieux de la pénétration des TIC dans la sous-région

Le résultat global de l'évaluation de l'état des indicateurs de la performance de l'internet à partir du modèle de Larry Press est

représentée à partir du diagramme de Kiviati suivant (voir figure 4) :

Figure 4 : la diffusion globale de l'Internet dans la sous-région entre 2023 suivant le modèle de Larry Press représenté à partir du diagramme de Kiviati



De l'observation de cette figure, il apparaît une homogénéité globale en ce qui concerne la diffusion d'Internet dans la sous-région du point de vue du déploiement géographique, du niveau d'utilisation et de l'adoption sectorielle. Cet outil de communication est disponible dans la totalité des localités urbaines, c'est-à-dire dans les lieux qui abritent les principaux marchés transfrontaliers. Malgré cette relative démocratisation d'Internet, l'on constate une disparité au niveau de la connectivité entre les pays côtiers et les pays sahéliens. Toutefois, la majorité des localités, couvertes par la 3G et la 2G, bénéficient d'un Internet bas débit dont la qualité de connectivité est régulièrement blâmée par les autorités de régulation. En dépit de la relative mauvaise qualité de la connexion Internet, cet outil de communication réalise une bonne pénétration. En conséquence, l'on note une familiarisation de la population à l'environnement numérique. L'Internet est devenu un moyen de

communication régulièrement utilisé par les entreprises commerciales et les SIM. Ce média rentre progressivement dans les pratiques marchandes et les habitudes de communication des commerçants. Aussi, ceux-ci deviennent des utilisateurs réguliers des TIC.

1.2.1 La téléphonie mobile et internet : des effecteurs du commerce régional par le bas

Les TIC sont devenues des outils de travail privilégiés de la population. Par exemple à Korhogo, le tableau suivant présente le résultat de l'enquête auprès des commerçants sur l'utilisation du téléphone mobile (voir tableau 6).

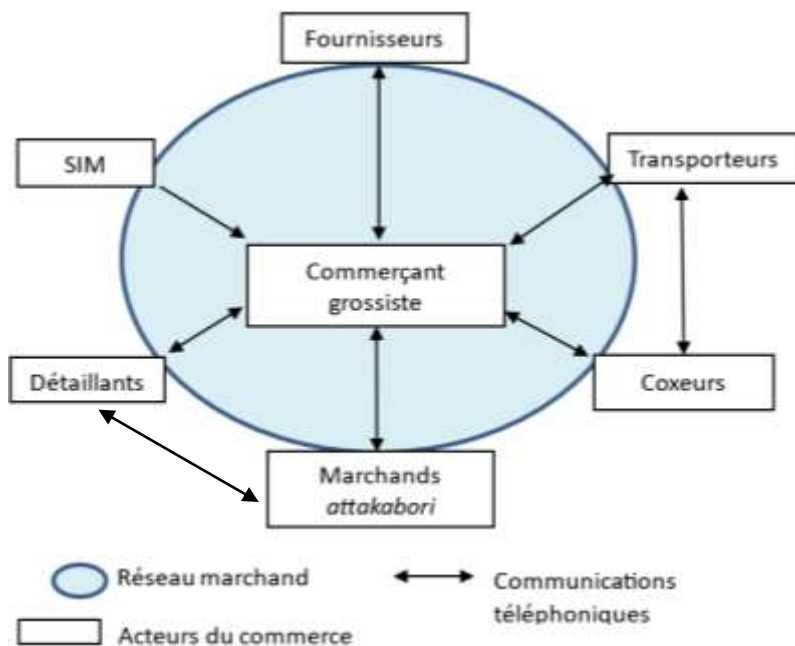
Tableau 3 : Utilisation du téléphone comme moyen de communication marchande des commerçants consultés à Korhogo

Catégorie	Effectif consulté	Utilisateurs du Téléphone mobile	Part
Grossistes d'équipements téléphoniques	4	4	100 %
Commerçants détaillants d'équipements électroniques	9	9	100 %
Commerçants de vivriers	23	23	100%
Grossistes des Opérateurs de réseau mobile	3	3	100 %

Source : nos enquêtes, 2018-2020

Ainsi, la totalité de commerçants rencontrés sont utilisateurs du téléphone mobile. Ces derniers l'utilisent pour coordonner leurs activités. Les principaux flux téléphoniques observés au sein des institutions de marché sont modélisés dans la figure 6 ci-dessous :

Figure 4: Usages marchands du téléphone mobile par les commerçants



Source : nos enquêtes, 2018 à 2020

Ces observations montrent que le téléphone mobile est utilisé par toutes les catégories d'acteurs du commerce régional. Les commerçants grossistes s'en servent pour rester en contact avec leurs fournisseurs, leurs collaborateurs tels que les SIM, leurs sous-traitants et être également joignables par leurs chalands. C'est le moyen de communication privilégié qui lie les grossistes des centres de consommation (grossistes des marchés centraux) et ceux des centres de production (grossistes des marchés de regroupement). La totalité des commerçants rencontrés ont inscrit sur leur carte de visite ou possèdent au moins deux numéros de téléphone mobile. Le taux de pénétration du téléphone mobile auprès

des commerçants est supérieur à 200%. Ceux interrogés ont affirmé que la principale raison de leur attachement à ce média est qu'il permet de rester permanemment joignable, même quand on est en voyage. Cette mobilité accrue du téléphone cellulaire est rendue possible pour les commerçants internationaux qui utilisent le service *roaming*. Par ailleurs, aux postes frontières, les changeurs de monnaies sont des acteurs informels de la téléphonie mobile car ces commerçants y vendent des cartes SIM du pays d'accueil en dehors des procédures légales d'abonnement. Acheter une carte SIM à ces lieux permet d'être connecté au réseau mobile local et bénéficier de coûts de communications abordables par rapport au roaming. Également, ces acteurs offrent des services de changes de monnaies à des taux informels entre les frontières séparant les zones monnaies. Par exemple, le 28 août 2023, alors que le taux de change officiel entre le CFA et le CEDIS Ghanéen était 0,019, les changeurs de monnaies échangeaient le CFA au taux de 0,017 aux postes frontières de Noé et Elubu tandis que ceux du marché de Makalo (Accra) appliquaient le taux de 0,0175. Ainsi, la connexion internet mobile s'avère utile aux voyageurs transfrontaliers afin d'être informés en temps réel sur les variations très fréquentes des taux de changes. Le téléphone mobile est le principal moyen de communication par lequel les commerçants grossistes maintiennent leur emprise sur leurs dépendants situés sur les marchés lointains, étendant ainsi leurs territoires commerciaux en dehors de leurs zones d'encrage. De ce fait, les TIC sont devenues des effecteurs du commerce transfrontalier.

1.2.2 La douane numérique : une innovation pour accélérer et performer le contrôle frontalier

La douane numérique désigne l'ensemble des moyens de dédouanement et de contrôle douanier réalisés par des procédés informatiques. Par exemple, l'installation d'un scanner numérique au poste frontière d'Ouangolodougou permet d'y pratiquer la douane numérique. Cet outil connecté à internet est utilisé pour les contrôles douaniers des cargaisons en transit. Les photos suivantes présentent le scanner douanier du poste frontière d'Ouangolodougou (voir photo 1).

Photo 1 : Contrôle d'un camion transportant une cargaison de motocycle au poste scanner d'Ouangolodougou



Source : nos enquêtes, Avril 2019

Tableau 4: Bilan statistique du scanner d'Ouangolodougou, Avril 2019

Nombre de camions contrôlés suivant les régimes de transit			
IMPORT		EXPORT	
D3	826	D6	552
Total import	826	D8	122
Hors gabarit	59	D25	286
Suspects	4	Total export	960
Non suspects	763	Hors gabarit	115
		Suspects	1
		Non suspects	844
Total contrôlés		1786	

Entrée en service le 09 aout 2018, ce scanneur est un moyen de contrôle sans intrusion de la cargaison à l'aide de la technologie d'imagerie aux rayons X. Le tableau 7 ci-dessus présente le bilan statistique du scanneur d'Ouangolodougou pour le mois d'avril 2019 (voir tableau 7). Au mois d'avril 2019, ce scanneur a permis le contrôle de 90,36 % des camions qui ont traversé la frontière durant cette période (Direction douane Korhogo, 2019). Bien que cette infrastructure soit à l'avant-garde de la lutte contre la contrebande, l'on observe la prolifération des marchandises de contrebande sur les marchés locaux.

3. Discussions

L'Afrique de l'ouest est animé par un important commerce transfrontalier dont les principaux flux circulent entre les pays côtiers et les pays sahéliens enclavés. L'analyse des données sur le commerce régional montrent la quasi existence d'échanges intracommunautaires des matières premières industrielles. Celle-ci sont essentiellement exportées hors d'Afrique, notamment en Amérique, en Europe et en Asie. Ce fait s'explique par la faiblesse du tissu industriel local. Ces résultats rejoignent ceux de D. Nassa, (2005 : 8) et I. Dosso (2021 : 11). Les échanges massifs de vivriers s'expliquent par la différence des facteurs géographiques entre les pays côtiers et les zones sahéliennes. Ces dernières importent essentiellement des denrées alimentaires et exportent vers le sud des bétails. Ainsi, le commerce intracommunautaire obéit aux théories classiques du commerce international d'Adam Smith et Davide Ricardo. Celles-ci stipulent que les différences de dotation en ressources naturelles entre les pays et la répartition géographique inégale des facteurs de productions sont deux facteurs explicatifs du commerce international. Du fait de l'éloignement géographique des acteurs du commerce régional, ces derniers sont devenus des utilisateurs privilégiés des outils de télécommunication tel que Internet et la téléphonie mobile. Pour maintenir leur contrôle sur les marchés éloignés de leurs zones d'ancrages, les commerçants transfrontaliers sont obligés de maintenir des contacts réguliers avec leurs collaborateurs via la téléphonie mobile et internet. Ainsi, les TIC sont devenues des effecteurs du commerce et contribuent à l'efficacité des acteurs. En effet, Galtier et *al* ont montré que la performance des marchés dépend de leur capacité à assurer la

diffusion des informations commerciales entre les agents économiques (F. Galtier, 2002 : 12 ; F. Galtier et *al.* 2002 : 1).

Par ailleurs, en marge des échanges formels, l'on observe un important commerce de marchandises de contrebande. Les acteurs de cette activité illicite sont régulièrement aux prises avec les forces de contrôle et de régulation du commerce. À ce propos, D. Nassa (2005 : 162) affirme que les investigations sur la fraude sont, par définition, délicates car c'est un sujet sensible qui met en jeu des intérêts politiques et économiques (D. Nassa, 2005 : 162). Pour performer la lutte contre la contrebande et améliorer les procédures de dédouanement, les États de l'Afrique de l'Ouest se tournent progressivement vers la douane numérique. En effet, les TIC permettent de réduire l'intervention humaine dans les mécanismes de dédouanement. Elles offrent la possibilité des paiements électroniques et la remontée automatique des informations sur les dédouanements. Ces facteurs limitent les échanges illicites et la fraude sur les déclarations douanières, ils participent à la sécurisation des recettes fiscales. L'automatisation des procédures administratives offrent de nouvelles possibilités à la douane : elles permettent de trouver un juste équilibre entre la nécessité de contrôle douanier, de facilitation du commerce et de production de données statistiques. Aussi, les TIC permettent à la douane de contribuer à la facilitation du commerce international et de lutter efficacement contre le commerce illicite. Cette opportunité permet à la douane d'être efficace dans la lutte contre l'insécurité et de mieux participer à la préservation de l'intégrité du territoire et des recettes fiscales. Ces résultats sont conformes à ceux de K. N'dri (2016 : 11), L. Gilles (2012 : 112), Geourjon et *al.* (2012 : 17). Ces auteurs montrent que le numérique a une incidence positive sur l'efficacité de l'administration douanière.

Mais malgré sa performance, la douane numérique n'est pas la panacée absolue contre la contrebande car cette pratique illicite continue de prospérer sur les marchés locaux. De même, les voies de contournement du scanner restent nombreuses dans la mesure où cet équipement n'est pas disponible à tous les postes frontaliers. L'abondance des marchandises de contrebande sur les marchés de Korhogo suppose que l'efficacité de l'action douanière contre la fraude reste relativement limitée malgré l'utilisation des TIC. Par exemple, dans le cas de la région douanière de Korhogo, l'avantage du numérique est tempéré par la mauvaise qualité de la connexion internet. Ainsi, le système numérique

du bureau des douanes de Korhogo était inaccessible entre 8H et 16H, le jeudi 23 Mai 2019 pour faute de connexion. Cette panne a empêché ou retardé les opérations de contrôle et de dédouanement de ce jour. Ces retards récurrents à certains points de dédouanement sont indexés par certains commerçants comme un prétexte qui les poussent au contournement des postes-frontières connectés à la douane numérique. Ce constat rejoint les travaux d'Igue (1983 : 38) et Nassa (2005 : 198) qui démontrent d'une part la sensibilité des acteurs du commerce transfrontalier aux barrières à la fluidité de circulation des marchandises et d'autre part leur ingéniosité à développer des stratégies d'adaptation et de contournement des autorités de contrôle.

Conclusion

L'Afrique de l'ouest est une zone traditionnelle du commerce régional. En outre, cet espace est confronté à une importante activité contrebandière. Du fait de la diversité et la dispersion géographique des acteurs, les échanges commerciaux nécessitent régulièrement des flux d'informations commerciales entre les institutions de marché. Aussi, les acteurs du commerce sont devenus des utilisateurs privilégiés des outils de communication que sont les TIC. Également, les TIC sont utilisées dans la mise en œuvre de la douane numérique, outil indispensable à l'encadrement des échanges transfrontaliers. Par conséquent, les TIC sont devenues des effecteurs du commerce régional. Toutefois, les dividendes tirés des TIC sont tempérés par la qualité passable des réseaux de communication. Le défi actuel pour la sous-région est d'assurer une meilleure diffusion spatiale des TIC afin de réduire la fracture numérique qui crée des disparités spatiales entre les régions mieux couvertes et celles mal couvertes par l'Internet et la téléphonie mobile.

Références bibliographiques

Alain François LOUKOU, 2005, *Télécommunications et développement en Côte d'Ivoire à l'ère de la société de l'information et de la mondialisation*, Thèse de doctorat, Université Montpellier III- Paul Valéry, 410 pages. Dir de Rech. : Henry Bakis.

AMRTP (2023), *Observatoire des Marchés des Télécommunications et TIC au Mali*, <https://www.amrtp.ml/OM>, (consulté le 12/10/2023).

Anne-Marie GEURJON, Bertrand LAPORTE, Ousmane COUNDOUL, Massene GADIAGA (2012), *Contrôler moins pour contrôler mieux : L'utilisation du data mining pour la gestion du risque en douane*, halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00672593, 22 pages.

ARCEP (2022), *Données du marché national de la téléphonie mobile*, [www.efaidnbmnnnibpcajpcgclclefindmkaj/https://www.arcep.bf/download/observatoire/observatoire-mobile/02-2022-2eme-Trimestre-Donnees-du-marche-national-de-la-telephonie-mobile.pdf](http://www.arcep.bf/download/observatoire/observatoire-mobile/02-2022-2eme-Trimestre-Donnees-du-marche-national-de-la-telephonie-mobile.pdf) (consulté le 12/10/2023).

ARTCI (2023), *Couverture du territoire national*, <https://www.artci.ci/index.php/secteurs-regules/telecommunications/couverture2.html> (visité le 12/10/2023).

Abdoulaye BATHILY (1997), *Relations entre les différentes régions de l'Afrique*, Histoire générale de l'Afrique III, l'Afrique du VIIe au XIe siècle, chapitre 14, UNESCO, pp 779- 796.

Dabie NASSA (2005), *Commerce transfrontalier et structuration de l'espace au nord de la Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat, Université de Bordeaux III, 336 pages. Dir de Rech. : François Bart et Koffi Atta.

Franck GALTIER (2002), *Information, institutions et efficacité des marchés : analyse de trois filières céréalières D'Afrique de l'ouest comme des « systèmes de communication »*. Thèse de doctorat, l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, 654 pages. Dir de Rech. : M. Johny EGG, Chargé de Recherche à l'INRA de Montpellier et M. Roland PEREZ, Professeur à l'Université Montpellier I.

Franck GALTIER, François BOUSQUET, Martine ANTONA, Pierre BOMMEL (2002), *Les marchés comme systèmes de communication, Une évaluation de la performance de différentes institutions de marché à l'aide de simulations informatiques*. Communication au colloque SYAL, Montpellier, 16-18 octobre 2002, 21 pages.

Ismâïla DOSSO (2021), *Commerce régional transfrontalier à l'épreuve des technologies de l'information et de la communication en Côte d'Ivoire : stratégie des acteurs dans l'émergence des territoires commerciaux à Korbogo*. Thèse de doctorat, Université Felix Houphouët Boigny, Cocody, 397 pages.

Jean DEVISSE (1997), *Commerce et routes du trafic en Afrique occidentale*, Histoire générale de l'Afrique III, l'Afrique du VIIe au XIe siècle, chapitre 14, UNESCO, pp 397- 464.

Johny EGG, Franck GALTIER, Emmanuel GREGOIRE (1996), *Systèmes d'information formels et informels : la régulation des marchés céréaliers au Sabel : Politiques économiques et systèmes d'information*, Cahier des sciences humaines, vol. 32, n°4, pp 845-868.

Koffi Jacques N'DRI (2016), *TIC et modernisation des douanes africaines*, LENTIC-HEC-Université de Liège, Belgique, www.hdl.handle.net/2268/212696.

Lauret Gille (2009), *Les dilemmes de l'économie numérique : la transformation des économies sous l'influence de l'innovation*, FYP éditions, 2009 - 198 pages.

Montagnat-Rentier GILLES, Parent GILLES (2012), *Réforme et modernisation des douanes en Afrique subsaharienne francophone, 1995-2010*, Customs Administration Reform and Modernization in Francophone Sub-Saharan Africa, 1995-2010, Revue d'économie du développement 2012/3 (Vol. 20), p. 105-146. DOI 10.3917/edd.263.0105.

Ogunsola John IGUE (1983), *L'officiel, le parallèle et le clandestin : commerce et intégration régionale en Afrique de l'Ouest*, Politique africaine n° 9, Paris, Karthala, pp29-51.

www.douanes.sn/operations-bouclage-des-faux-medicaments-dune-contrevaieur-de-382-millions-de-francs-cfa-saisis-pour-le-seul-mois-de-juillet-2023/ (visité le 08/09/2023)

www.oma.gov.ml/Doc%20Travail/AdobeAcrobatReader.html (visité le 08/09/2023)